



*Le Ministre des
Affaires Étrangères*

Communication

de Monsieur Henri SIMONET,

Ministre des Affaires étrangères,

devant la Commission des Affaires étrangères

de la Chambre des Représentants

LE DIALOGUE NORD - SUD

PLAN

- I. Un problème pluriaxal
- II. Le contexte politique mondial
- III. Quelques questions qui se posent :
 - quant à l'état d'esprit de ceux qui abordent le problème ;
 - quant au fond du problème ;
 - quant à la procédure.
- IV. Recherche d'une attitude belge.

Après les échecs ou semi-échecs que furent les négociations dites "de Kléber" en 1977 à Paris, la CNUCED V à Manille et la CNUSTED à Vienne en 1979, et, tout récemment, la Conférence générale de l'ONUDI à New Delhi, il importe que la nouvelle phase du Dialogue Nord-Sud, dans le cadre des prochaines Négociations globales, aboutisse à des résultats positifs et ne déçoive pas ceux qui en attendent, en cette période troublée, une contribution décisive à la sérénité et à l'équilibre des rapports internationaux.

Le Dialogue Nord-Sud - les Commissaires qui me font l'honneur de m'écouter s'en doutent bien - s'inscrit dans un cadre complexe traversé par plusieurs axes, c.-à-d. dans un cadre où l'axe Nord-Sud trouve lui-même son orientation en fonction de plusieurs autres axes :

- l'axe Est-Ouest, la "clientèle" que les deux grands blocs peuvent tour à tour trouver, perdre et regagner parmi les "non-alignés" ne pesant pas peu dans les péripéties de la détente ;
- l'axe Est-Sud, que les événements d'Afghanistan ont amené à reconsidérer ;
- l'axe Ouest-Ouest (ou Nord-Nord), vu le moindre intérêt que portent les USA (en pourcentage du PNB consacré à l'aide publique) au développement du Tiers-Monde (par rapport au pourcentage des pays de l'Europe de l'Ouest) ;
- l'axe Sud-Sud, eu égard, d'une part, à la diversification des situations et, dès lors, des intérêts au sein même des pays en développement, et, d'autre part, aux perspectives sans cesse croissantes de coopération horizontale entre pays du Tiers-Monde ;

- et, enfin, l'axe Est-Est, tout portant à croire que la Chine entend jouer un rôle actif dans les Négociations globales, à l'inverse de l'URSS et des autres pays à économie planifiée dont les objectifs semblent devoir être purement défensifs.

L'importance et l'enjeu de ce problème pluriaxial ont amené le Ministre des Affaires étrangères à faire le point devant cette Commission, à propos du Dialogue Nord-Sud, non pas tant pour en évoquer la technique et le contenu que pour le situer. - vous me permettrez de le faire - dans le contexte politique mondial.

X X X

1. L'aménagement des rapports entre le Nord et le Sud de la planète, outre qu'il constitue un impératif moral, politique, économique et stratégique à long terme, dont dépend l'avenir de la paix, est puissamment appelé par nos intérêts les plus essentiels et les plus pressants. Notre avenir dépend en effet de la préservation de la paix et de la loi internationale. Comment pourrions-nous assurer notre sécurité et notre activité économique dans un monde où les relations politiques et commerciales seraient sujettes à interruptions, désordres et crises continuels

Résultat des techniques

L'interdépendance des nations, résultat des techniques modernes de production et de communications, a atteint aujourd'hui une intensité extraordinaire. Si, dans ce monde d'interdépendance, la Belgique, par sa taille et sa situation, se trouve plus tributaire encore que d'autres des courants d'échanges pour sa vie quotidienne, le phénomène est général, et notre sort est partagé, à un degré plus ou moins grand, par la plupart des nations du monde.

Le résultat est que la paix - comme d'ailleurs une des conditions de celle-ci : je parle de la détente - est devenue indivisible. Que les crises locales soient spontanées ou provoquées, c'est l'ensemble de la communauté internationale qui en subit les conséquences. Les antagonistes eux-mêmes, conscients de ce fait, cherchent par la pression ou la menace à contraindre les pays les plus lointains à prendre parti. L'anarchie internationale, surtout quand elle touche directement les approvisionnements ou les voies de communication, met en danger la vie quotidienne de tous les peuples. Tous sont donc concernés, qu'ils le veulent ou non, par toute rupture de l'ordre international.

2. Or, cet ordre international est plus fragile que jamais. Un autre résultat du progrès technique est, en effet, de contraindre toutes les sociétés à une évolution rapide, et tous les peuples de la planète à une intégration progressive dans un courant cosmopolite d'échanges, économiques certes, mais aussi culturels, sociaux et politiques. Un tel mouvement, d'une telle intensité, rencontre inévitablement des résistances, qui créent des champs de force, accusent des difficultés d'adaptation, et se résolvent en tensions, en crises et même en conflits.

Toutes les structures culturelles et sociales sont mises en cause. Qu'elles le soient par la misère et la stagnation, c'est facile à comprendre ; mais elles le sont tout autant par l'abondance des revenus (comme on l'a vu en Iran et dans les pays de l'OPEP) et la rapidité du développement. Nous avons donc affaire à un ensemble de déséquilibres internes et régionaux, qui constituent, partout dans le Tiers-Monde, des foyers de désordre actuels ou potentiels. Cette situation a été aggravée, au cours des dernières années, par la flambée des prix du pétrole : si ces hausses répétées et brutales ont mis en difficulté les économies occidentales, elles ont amené au bord de la faillite un grand nombre de pays en développement.

Nous faisons donc face à un paradoxe : jamais le monde n'a été aussi interdépendant ; jamais la vie quotidienne des peuples n'a dépendu à ce point de l'ordre international ; et cependant cet ordre, d'une fragilité extrême, peut être mis en cause à tout moment.

x x x

3. Face à ce paradoxe, comment l'Union Soviétique et l'Occident réagissent-ils ?

Grâce à l'étendue de son territoire et du glacis qu'elle s'est constitué, l'URSS jouit d'une auto-suffisance relative. Si elle trouve certains avantages aux échanges internationaux, sa dépendance à cet égard est bien moindre que la nôtre. Elle peut donc tirer parti des crises locales ou régionales sans se préoccuper immédiatement de leur solution. Au nom de son idéologie révolutionnaire, il lui est aisé de saluer toute rupture d'équilibre comme une crise du capitalisme. Elle ne contribuera donc à les éviter ou à les résoudre que dans la mesure de son intérêt. Dans tout débat Nord-Sud, il est à remarquer que les pays de l'Est demeurent quasi-muets, car ils estiment que le fossé existant entre les pays en développement et les pays industrialisés est une conséquence de la colonisation. Cette attitude de relative indifférence se traduit d'ailleurs dans le montant extrêmement réduit de l'aide soviétique au développement économique du Tiers-Monde (0,03% du PNB, soit un pourcentage de 20 fois inférieur à celui de la Belgique !).

L'Occident se trouve dans une situation toute différente. Ses relations avec les pays en développement sont intenses ; ses investissements, ses courants d'échanges, son approvisionnement en matières premières, son aide économique le rendent inévitablement solidaire de ces pays pour l'essentiel. L'Occident est donc vulnérable à tout désordre, et immédiatement intéressé à son règlement. Il ne peut choisir, comme l'Union Soviétique, le terrain ou le moment propices à une intervention profitable, ni rester indifférent aux conséquences des crises locales. Si la chose est vraie pour les Etats-Unis, entraînés par le dynamisme de leur économie à être présents partout dans le monde, c'est plus vrai encore pour l'Europe, pour laquelle les échanges mondiaux constituent une dimension vitale.

X X X

4. Les pays occidentaux se sont efforcés depuis la guerre de dissuader l'Union Soviétique de tirer profit des crises régionales qui apparaissent sporadiquement dans le monde. Cet effort

pas toujours été couronné de succès : l'invasion de l'Afghanistan vient de nous rappeler la nécessité de restaurer les bases de la dissuasion politique. Mais notre réponse, et notre réflexion, doivent aller plus loin.

L'avenir de la planète se jouera inévitablement autour de la réponse qui sera donnée au problème fondamental de notre temps : le paradoxe de l'interdépendance croissante des nations d'une part, et, d'autre part, de l'anarchie internationale attisée par la rapidité de l'évolution économique, technique, sociale et culturelle. Une certaine organisation des rapports mondiaux est inévitable à terme. Si elle ne résulte pas d'un effort délibéré, pacifique et solidaire de toutes les nations les plus concernées par toute rupture des échanges, elle nous sera imposée par des crises et des conflits de plus en plus graves, qui pourraient un jour prendre une dimension nucléaire.

Au cours des prochaines années, l'enjeu principal de la compétition internationale ne sera donc plus tant la saisie de territoires ou même de zones d'influence, que le rassemblement de l'ensemble des nations autour d'une certaine solidarité organisée, ou chacune trouvera son intérêt et son audience.

Nous savons que l'Union Soviétique a un concept particulier d'organisation à proposer au monde ; elle l'a déjà étendu à l'Europe Orientale, à l'Indochine, à Cuba, à l'Ethiopie, à l'Angola, au Mozambique, et, dernièrement, à l'Afghanistan ; il est basé sur la contrainte et s'étend par la lutte armée.

L'Occident, pour sa part, a inspiré la création des Nations-Unies, du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, du GATT, des Banques régionales de développement et d'un grand nombre d'autres organismes fondés sur le concept de coopération. Les résultats ont été positifs mais insuffisants. Les lacunes sont de deux ordres.

Tout d'abord, l'ensemble de ces instruments n'a pas été à même de faire face à la mutation considérable qui s'est produite depuis dix ans, et, en particulier, depuis la crise du pétrole. L'inflation ~~généralisée~~ a détruit le système monétaire de Bretton-Woods ; et le recyclage des pétro-dollars ne s'est pas accompli suffisamment au bénéfice des pays en développement.

Ensuite, ces institutions se sont révélées inadéquates pour provoquer une redistribution des ressources et une réorientation des courants économiques qui traduisent une véritable solidarité.

Certes, dans un monde en mutation rapide marqué par d'immenses différences culturelles, sociales et économiques, il n'y a pas de panacée institutionnelle. On ne peut d'autre part espérer, même au sein des institutions les meilleures, que les plus prospères échapperont aux critiques et revendications des moins favorisés. Nous savons - et c'est justement notre force - que telle est la voie des sociétés libres et pluralistes. Nous avons l'habitude d'un tel dialogue ; et nous avons su, au sein des nations occidentales, le conduire vers des compromis évolutifs permettant le progrès social. Il nous reste, et c'est beaucoup plus difficile, à réunir, pour le prolétariat du monde, les conditions d'une dialogue menant vers une organisation solidaire de la planète.

Cette voie, nous l'avons commencée avec timidité, certes, mais en prenant une orientation décisive. Nos accords de coopération au développement, notre participation aux programmes internationaux, et l'expérience réussie des accords de Lomé sont les témoins de notre volonté agissante, que nous ferions peut-être bien de capitaliser davantage. Il nous reste maintenant à approfondir notre réflexion et à donner à notre action un caractère plus cohérent et plus vaste. L'enjeu n'est pas la possibilité de canaliser les crises d'évolution, inévitablement chaotiques, vers des équilibres régionaux propices

la paix, et, à plus long terme, vers une organisation solidaire des rapports mondiaux ?

Tel me semble être, le contexte géo-politique général dans lequel s'inscrit la relance du Dialogue Nord-Sud.

N'est-il pas significatif que, au cours des dernières années, les blocs de l'hémisphère Nord aient multiplié les efforts pour réduire les tensions qui existaient entre eux, tandis que, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la presque totalité des conflits armés se situait dans l'hémisphère Sud et dans le monde en développement ?

x x x

Je formulerai à présent quelques-unes des questions qui se posent dans la perspective de cette nouvelle phase du Dialogue Nord-Sud, en cette période où se préparent, dans de nombreuses instances (à la CEE, à l'OCDE, au Comité plénier des Nations-Unies), où se préparent les Négociations globales dont la dernière Assemblée Générale de l'ONU a décidé en décembre qu'elles commenceraient à la session extraordinaire d'août-septembre prochain.

Mon propos est de passer des questions générales aux problèmes particuliers, des questions de fond aux problèmes de procédure.

1. Et tout d'abord, quelques interrogations s'imposent quant à l'état d'esprit qui animera nos négociateurs, nos plénipotentiaires dans ce Dialogue Nord-Sud.

A l'égard des revendications des pays en développement, devons-nous adopter un comportement passif, défensif, conservateur ? Ou n'est-il pas grand temps que nous fassions preuve d'imagination novatrice, que nous dépassions cette attitude de conservatisme (qui était celle - mutatis mutandis - qu'opposaient à la fin du siècle dernier, aux premières revendications ouvrières organisées, les tenants d'un système marqué par les excès du capitalisme) ?

Ne convient-il pas que, au lieu d'être à la remorque de l'Histoire en se laissant grignoter quelques concessions, les pays nantis développent une attitude volontariste, dynamique, prospective, créatrice, pour que l'Histoire de demain se fasse, non pas contre eux, mais avec eux ?

Poser ainsi le problème ne revient-il pas à rechercher d'urgence les conditions de la nécessaire solidarité dont tout porte à croire que l'évidence, au niveau mondial, sera encore plus criante à l'aube du 21^e siècle qu'elle ne l'est aujourd'hui.

2. De quoi s'agit-il quant au fond ?

L'objectif général étant d'assurer, au niveau mondial, une plus juste répartition des revenus, comment accélérer la mutation d'une société dans laquelle le Sud, avec 70% de la population, ne bénéficie que de 30% des revenus mondiaux ? Il s'agit de combler - et avant tout d'empêcher que ne s'accroisse - le fossé entre le Nord industrialisé et le Sud sous-développé, tout en préservant le caractère de chaque civilisation et en évitant l'éclosion d'une société déshumanisée dans laquelle des modèles occidentaux, hâtivement "plaqués" appelleraient des phénomènes de rejet.

Par des transferts sans cesse croissants de fonds, de biens, de techniques ? répondra-t-on. Les politiques des pays donateurs d'aide sont très variables : comment dès lors jeter les ponts qu'appelle l'équilibre mondial entre la "politique de donneur" des pays arabes membres de l'OPEP et la "politique de donneur" de l'OCDE ? Par quels mécanismes promouvoir une coopération triangulaire, c.-à-d. des projets dont les rendements escomptés attireraient, dans les pays en développement, à la fois les pétro-dollars et la technologie des pays industrialisés ?

Notre hypothèse de travail étant la reconnaissance de la liaison étroite entre la relance économique du monde industrialisé et la croissance économique des pays en développement, comment concilier les transferts de pouvoir d'achat vers les pays du Sud avec la recherche d'effets multiplicateurs, de "flow-back" pour les pays industrialisés ?

L'aide publique des pays riches peut-elle être plus efficacement adaptée à la croissance économique des pays en développement ? Peut-on assurer une meilleure convergence des transferts privés et des flux d'aide publique vers le même objectif de la croissance économique des pays bénéficiaires au bénéfice de toutes les couches de la population ? Comment lier la restructuration planifiée de nos propres économies au développement des pays du Tiers-Monde ?

Quelle attitude adopter à l'égard des différences de structures et d'intérêts qui se manifestent à l'intérieur du Groupe des 77 ? Notre avantage bien compris ne nous commande-t-il pas de préserver les nouvelles solidarités qui se sont manifestées dans le Tiers-Monde ? Je veux parler ici :

- de la solidarité que les augmentations brutales et répétées du prix du pétrole ont établie entre les pays industrialisés et les pays en développement non exportateurs de pétrole ;
- ou encore de la solidarité plus récente entre les vieux pays industrialisés et les NIC's ;
- et, enfin, de la réaction qui s'est fait jour chez la plupart des pays non alignés à l'occasion des événements d'Afghanistan.

Ces nouvelles solidarités ne nous imposent-elles pas :

- d'imaginer les moyens de pallier la réduction des possibilités d'investissements dans le Tiers-Monde suite au ralentissement de la croissance dans les pays développés ;
- et aussi de résister à la tentation de réduire les prêts aux NIC's vu leur endettement inquiétant, ou à celle de réduire les transferts sans contre-partie en cette époque de balances de paiements déficitaires ?

Ne convient-il dès lors pas de généraliser, au niveau des stratégies mondiales de développement, une "clé de répartition" (le terme est à la mode !) pour l'aide aux pays les plus pauvres et les moins développés d'une part, et pour l'aide aux NIC's et aux pays déjà plus avancés, d'autre part ?

Est-il opportun de donner suite aux propositions contenues dans le rapport de la Commission Brandt, et, notamment, à celle d'une taxe sur l'armement dont le produit irait aux pays en développement (ce qui - ceci soit dit en passant - accroîtrait singulièrement le pourcentage de l'aide soviétique au développement

3. Si j'ai tenu à exprimer, sous la forme d'interrogations, ces problèmes qui se posent, ce n'est pas que certains d'entre eux n'aient déjà reçu l'ébauche d'une solution. Le Dialogue Nord-Sud - je l'ai dit en commençant - est déjà engagé, mais les résultats qu'il a produits se sont, révélés partiels, lacunaires, inadéquats pour rencontrer l'ensemble des mutations intervenues ou pour assurer la solidarité de l'ensemble de la planète.

Toutes ces questions, croyez-le bien, sont présentes à l'esprit de ceux qui conduisent notre politique nationale ou qui - patiemment - bâtissent l'Europe. Compte tenu du fait que des actions mieux coordonnées au niveau communautaire pourraient fortifier le prestige de cette Europe en construction, outre qu'elles entraîneraient des effets multiplicateurs, il importe d'améliorer, en matière de Dialogue Nord-Sud également, la concertation entre les Neuf de la Communauté.

Sur plusieurs questions essentielles touchant au Dialogue Nord-Sud, notre pays n'a pas encore pris position et nous

ne sommes pas les seuls, vu la complexité du problème. Il faudra, par exemple, que nous examinions sérieusement une des propositions contenues dans le tout récent rapport de la Commission Brandt : celle de la fusion, plus ou moins complète, du GATT et de la CNUCED.

J'en viens ainsi aux questions de procédure, dont la solution exerce souvent une influence déterminante sur le fond des problèmes. Par exemple, enlever au forum onusien, où s'affrontent le Nord et le Sud dans la recherche d'un nouvel ordre économique international, de grandes parties du débat pour les transférer vers des institutions spécialisées qui n'ont pas toujours une composition universelle et au sein desquelles les pays industrialisés disposent de plus d'atouts, serait le signe très net d'une orientation contestée par les 77 et par les pays du groupe D. La plupart d'entre eux, devenus membres de l'ONU après que la Charte des Nations-Unies ait été adoptée, souhaitent en effet tourner les contraintes que leur imposent les mécanismes qui préexistaient à leur accession à l'ONU par la création d'organes nouveaux au sein desquels ils disposeraient d'une majorité, sinon automatique, du moins significative.

Le caractère "global" des négociations qui vont s'ouvrir en août prochain est différemment perçu par les uns et par les autres. En schématisant à l'extrême, on pourrait dire :

- que les 77 mettent l'accent sur la restructuration de l'économie mondiale, qu'ils considèrent comme la condition première de la relance de l'économie, sans laquelle le développement est compromis ;
- tandis que les pays industrialisés mettent plutôt l'accent sur les problèmes immédiats de conjoncture et considèrent que les problèmes de restructuration des relations économiques internationales doivent être traités avec la plus grande précaution dans d'autres enceintes que celles des Nations-Unies.

IV

Au sein même des pays industrialisés, le projet d'attitude que la Commission des Communautés Européennes vient de formuler dans son document du 23 janvier ne fait pas l'unanimité et doit encore être discuté au Conseil des Ministres.

Les thèmes du Dialogue Nord-Sud, la Commission propose de les regrouper sous trois grandes rubriques :

- ← - énergie et développement ;
- ← - alimentation et développement ;
- ← - balances extérieures et développement.

Cette approche horizontale permettrait de sélectionner les " major issues" parmi les cinq domaines :

- matières premières ;
- énergie ;
- commerce ;
- développement ;
- affaires financières et monétaires ;

c.-à-d. les cinq domaines définis (par la résolution de décembre dernier de l'Assemblée Générale de l'ONU) comme étant les cinq grands chapitres des prochaines Négociations globales.

Nous pensons que, dans la préparation de ces négociations l'approche de la Commission pourrait être proposée à titre d'essai même si le risque est grand de voir les 77 insister sur leur approche sectorielle des cinq thèmes.

Quant au thème général des Négociations globales, tel qu'il est libellé par la Commission ("Elimination des principaux obstacles à la croissance mondiale et problèmes de développement") nous pensons que l'attention de la Commission devrait être attirée sur la nécessité de ne pas exclure les problèmes de restructuration des relations Nord-Sud, à côté des problèmes conjoncturels de restructuration de l'économie mondiale.

Certes, le nouveau Dialogue Nord-Sud doit tenir compte de la situation actuelle, et se préoccuper de la croissance économique mondiale - et non pas uniquement du développement du Tiers-Monde - . Je l'ai dit le 5 octobre dernier à la tribune de l'Assemblée Générale de l'ONU, et je le répète aujourd'hui : "L'accélération du développement ne peut être dissociée du redressement de l'économie mondiale et du maintien dans le monde de conditions économiques favorables à une croissance globale, à une croissance de toutes les régions, en particulier de celles qui souffrent d'un retard marqué dans la mise en valeur de leur potentiel humain et de leurs ressources naturelles".

Si donc la relance de l'économie mondiale doit constituer une finalité essentielle des Négociations globales, il s'agit d'éviter de donner l'impression que les préoccupations des 77, à savoir le long terme et le structurel, seraient peu abordées. Il serait maladroit et contre-productif pour la Communauté de prendre le contre-pied de l'approche des 77, pour qui l'objet premier des Négociations globales doit être la révision des grands mécanismes mondiaux réglementant la monnaie, le commerce, l'industrie et le savoir, c.-à-d. la restructuration de l'économie mondiale en vue d'assurer le développement.

En d'autres termes, une approche équilibrée, combinant les préoccupations des uns et des autres :

- relance de l'économie mondiale ;
- changements dans ses structures

est politiquement la seule possible et la seule susceptible de porter des fruits.

A noter enfin que, parmi les données nouvelles de la situation, il y a non seulement l'introduction du thème de l'énergie à l'initiative des pays en développement, ainsi que la prise de conscience de plus en plus large de l'interdépendance des économies, mais également le fait de la diversification qui s'est fait jour parmi les pays en développement.

En tant que premier responsable des relations extérieures de notre pays, je me devais de dessiner, pour les Honorables Membres de cette Commission, la toile de fond politique où s'inscrit le Dialogue Nord-Sud. Je me devais d'insister sur le caractère politique de ce dialogue et sur l'urgence politique du problème

- puisque la main-mise du mouvement des non-alignés, sous l'impulsion de l'Algérie et de Cuba, sur l'ensemble des pays en développement a donné aux revendications économiques et sociales de ceux-ci une coloration de plus en plus politique ;
- puisque, en fin de compte, à travers la définition de nouveaux mécanismes commerciaux, financiers, monétaires, l'objectif est de modifier les rapports de puissance entre nations.

C'est pourquoi j'ai fermement l'intention de faire formuler, par le Gouvernement belge, un ensemble cohérent de propositions, à l'élaboration desquelles j'ai prié un groupe de travail de s'atteler. Aux travaux de ce groupe qui comprendra de hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères, du

Commerce Extérieur et de la Coopération au Développement, seront associés un membre du Cabinet de chaque Ministre intéressé, ainsi que, occasionnellement, des experts de haut niveau.

Il s'agit en effet de préparer, d'une manière plus claire et plus précise, la formulation de la position belge dans la perspective des prochaines Négociations globales.

Certes la Belgique s'emploiera à obtenir que, dans ce domaine aussi, la CEE parvienne à s'exprimer d'une seule voie, ce qui ne nous empêchera évidemment pas, à la prochaine session spéciale de l'Assemblée Générale de l'ONU, de mettre l'accent sur tel ou tel aspect du problème.

Je me propose de revenir devant cette Commission lorsque les travaux du groupe de travail dont je viens de parler auront progressé dans la définition d'une position belge lucide, cohérente et - je l'espère - généreuse.

Dans l'entretemps, je ne doute pas que ne se développe, grâce à vous - et je vous remercie de votre collaboration - cette prise de conscience, par l'opinion publique, de l'enjeu et de la complexité du problème, et de l'intérêt vital à long terme qui est le sien à appuyer une politique - en tout cas la seule réaliste - une politique de progrès social et de solidarité à l'échelle planétaire.

X X X